



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

montant

Question écrite n° 7688

## Texte de la question

M. Kléber Mesquida attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi sur l'iniquité de l'article 6 du projet de loi TEPA. Adopté par l'Assemblée nationale le 16 juillet 2007, l'article 6 du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (dit TEPA) pose problème pour de nombreuses associations. Il prévoit en effet une réduction d'impôt pour les dons venant en déduction de l'ISF pour les seules fondations d'utilité publique et quelques autres catégories d'organismes. Or de nombreuses associations agissent tout autant que les fondations et ce, depuis des années, pour l'intérêt général. Discriminante, cette disposition remet en cause le principe d'un statut fiscal unique pour les associations et fondations d'utilité publique, qui a prévalu jusqu'alors. De surcroît, les donateurs, et notamment les plus favorisés, risquent de modifier leur comportement au détriment de nombreuses associations. Le financement de leurs activités risque d'en être sévèrement modifié. Aussi, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que soit conservée, dans un souci d'équité et de simplicité, l'égalité de traitement entre les fondations et associations reconnues d'utilité publique.

## Texte de la réponse

L'article 885-0 V bis A du code général des impôts (issu du III de l'article 16 de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat) permet aux redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) qui le souhaitent d'imputer sur la cotisation mise à leur charge, sous certaines conditions, 75 % du montant des dons effectués au profit de certains organismes d'intérêt général des secteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche ou de l'insertion des personnes par l'activité économique, dans la limite annuelle de 50 000 euros. Ces nouvelles dispositions, qui s'appliquent aux dons effectués à compter du 20 juin 2007, ne concernent pas les associations reconnues d'utilité publique. En effet, le Gouvernement n'a pas souhaité étendre à l'ISF le régime du mécénat existant en matière d'impôt sur le revenu. En outre, compte tenu des objectifs de la loi précitée, les pouvoirs publics ont souhaité privilégier les secteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'insertion par l'activité économique. Or l'extension du dispositif à toutes les associations reconnues d'utilité publique ne permettrait plus de cibler le dispositif sur les secteurs que les pouvoirs publics ont entendu privilégier ni de mesurer l'impact économique de la mesure et son efficacité. Par ailleurs, l'extension du dispositif aux associations reconnues d'utilité publique qui ont pour mission le financement de la recherche conduirait inévitablement à des demandes reconventionnelles de la part des associations qui interviennent dans d'autres secteurs tout aussi dignes d'intérêt. En tout état de cause, les dons effectués aux associations reconnues d'utilité publique peuvent déjà bénéficier du régime du mécénat en matière d'impôt sur le revenu, qui est déjà très favorable.

## Données clés

**Auteur :** [M. Kléber Mesquida](#)

**Circonscription :** Hérault (5<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question** : 7688

**Rubrique** : Impôt de solidarité sur la fortune

**Ministère interrogé** : Économie, finances et emploi

**Ministère attributaire** : Économie, finances et emploi

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 16 octobre 2007, page 6260

**Réponse publiée le** : 18 mars 2008, page 2313